



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

20-01-2016

Calvados : notre Parti se renforce

Vendredi 15 janvier s'est tenue une réunion à Hérouville dans le Calvados. Une trentaine de personnes étaient présentes et une dizaine s'était excusée de ne pouvoir venir, c'est donc un franc succès pour cette première rencontre, deux personnes ont rejoint notre parti. Un des principaux sujets abordés, fut la condamnation des huit anciens travailleurs de l'usine de pneus de Goodyear.

Pour Didier, la décision de poursuivre les travailleurs est sans précédent en France. La décision des procureurs de poursuivre l'affaire Goodyear est une décision « purement politique », d'autant que les dirigeants de Goodyear avaient retiré leur plainte.

Bernard, syndicaliste, poursuit : cette décision provocatrice et réactionnaire intervient au milieu d'un état d'urgence de trois mois imposé par le gouvernement et le Parti socialiste du président Hollande. C'est un acte délibéré d'intimidation politique, établissant clairement que les vastes pouvoirs de l'état d'urgence dont bénéficie l'État visent directement la classe ouvrière.

Fabrice délégué syndical montre qu'effectivement, l'état d'urgence transforme la France en un état policier. Le gouvernement PS peut interdire et réprimer les manifestations, effectuer des perquisitions et des saisies arbitraires et lancer des arrestations massives... Hollande prépare un amendement constitutionnel qui pourrait prolonger l'état d'urgence indéfiniment et permettre à la police de fouiller et de détenir toute personne considérée comme une menace pour l'ordre public. Le jugement contre les travailleurs de Goodyear est destiné à intimider les travailleurs, pouvoir et

patronat envoient le signal qu'ils ne toléreront aucune protestation. Mais ils ne pourront étouffer indéfiniment l'opposition de la classe ouvrière à leur politique, il y a un mécontentement et la colère sociale peut exploser.

Michel qui a connu les luttes de 68, dit que le pouvoir craint une irruption soudaine de la lutte de classe, comme celle de la grève générale de 1968, la classe dirigeante a l'intention de punir impitoyablement toute contestation. Comme l'arrestation en octobre dernier des travailleurs d'Air France, le PS a menacé les grévistes de sanctions lourdes, le Premier ministre Valls a déclaré qu'il était « scandalisé » et quatre travailleurs ont été licenciés par Air France.

Pierre estime que les syndicats et les partis politiques tels que le NPA ou le PCF n'offrent aucune voie progressiste permettant aux travailleurs de lutter contre cette dictature rampante et la suppression des droits sociaux. Les attaques actuelles contre la classe ouvrière démontrent la faillite de leur soutien accordé depuis des décennies au PS, un parti qui défend les intérêts du grand capital. Heureusement que nous avons créé un parti révolutionnaire qui ouvre la seule perspective fiable : celle de la lutte immédiate et la transformation de la société pour construire le socialisme.

Jacky souligne que les moyens existent pour construire une autre société mais que cela passe par l'appropriation et la gestion des moyens de production par les travailleurs.

Jean montre qu'il y a de l'argent pour faire la guerre, mais pas pour les revendications... Tous les partis ont accepté d'engager la France dans une politique d'intensification de la guerre au Moyen-Orient, en Afrique... une telle politique conduit inévitablement à l'aggravation de la guerre dans ces régions avec des destructions massives, des populations ravagées, chassées de leur pays. Elle conduit inévitablement à l'aggravation de l'insécurité dans le nôtre. Il faut que l'on agisse davantage dans la mobilisation contre la guerre et pour la paix...

L'accent était mis sur l'importance de faire grandir notre organisation et de développer nos propositions, d'unir les travailleurs pour changer la société et non l'adapter au système capitaliste.

D'autres sujets étaient abordés, Rémy a mis l'accent sur les nouvelles régions qui sont mises en place pour poursuivre et

aggraver l'exploitation honteuse que subit notre peuple notamment sur les transferts de pouvoir dans des domaines clé : économie, éducation, formation professionnelle, dépendance des nouvelles régions à l'Union Européenne. Ces régions se substituent au cadre national, avec des objectifs capitalistes : notamment la réalisation des investissements des entreprises avec l'argent public, pour distribuer encore plus de dividendes aux actionnaires.

La discussion a été riche mais il faut aussi passer à la pratique, des décisions sont prises pour diffuser l'appel de notre parti, d'organiser d'autres réunions, le trésorier soulignait que nous sommes en début d'année et que le parti a besoin d'argent pour se développer, il souligne fortement ce besoin en réglant les cotisations mensuelles et la souscription permanente qui permet de se tourner vers les salariés pour soutenir notre combat. On organisera aussi des écoles de formation basée sur une analyse marxiste de l'actualité et des événements mondiaux, ainsi la prochaine est fixée au 6 février.

La discussion s'est poursuivie chaleureusement autour de la galette accompagnée de cidre.